

CIBLE

Avanti !

Rome, samedi 25 octobre : plus de deux millions de manifestants convergent vers le Cirque Maxime à l'appel du principal parti d'opposition. Ils viennent de toute l'Italie pour dénoncer la politique de Silvio Berlusconi. Leur démonstration est la plus importante de toutes celles organisées ces dernières années.

Du coup, on se prend à rêver. Et si le Parti socialiste lançait lui aussi un appel à une manifestation nationale contre Nicolas Sarkozy ?

Une telle initiative serait accueillie positivement par de très nombreux Français révoltés les réactions tardives, molles et ambiguës du gouvernement face à la crise.

Mais les dirigeants socialistes n'ont pas envie de descendre dans la rue. Préparation de leur congrès, désarroi de la majorité social-libérale confrontée à l'échec du système pour lequel elle a renié ses convictions, peur panique des responsabilités à prendre : tels sont les facteurs qui maintiennent la direction socialiste dans l'inertie.

SCÉNOGRAPHIE

Triomphe du bouffon

Histoire

**Le Dix-huit
Brumaire**

p. 6-7

Idées

**Jean-Claude
Michéa**

p. 9

Triomphe du bouffon

Pas question d'oublier Coluche. Sa dégaine de bébé poivrot en salopette, ses calembours vaseux autant qu'irrésistibles et ses grossièretés souveraines. Le bonhomme nous aura bien assez énervé pour nous rendre attentifs à ce qui a soudain parachevé sa silhouette : la création des restaurants du cœur et la double défonce de la drogue et de la vitesse...

Le film d'Antoine de Caunes ne s'intéresse qu'aux sept mois, d'automne 1980 au printemps 81, où le fantaisiste fit mine de se présenter à l'élection présidentielle. Cette séquence du bouffon qui se pavane dans la cour des politiques, ne rend pas justice au bonhomme, mais rappelle combien son canular contribua à pourrir ce qui restait en France de débat citoyen.

Non pas que l'incursion d'un amuseur en politique soit obscène : mimer les ridicules rafraîchit la pompe imbécile des puissants, peut même les inciter à revoir leurs mimiques. Mais il faut que le clown soit au clair sur ses propres intentions. Coluche a commencé par amuser la foule en étendant son public de music-hall à l'horizon d'un peuple, puis il s'est aperçu qu'il avait éveillé autant d'espoirs que d'indignations. Comment croire que les 300 comités de soutien qui s'étaient montés à travers la France ne berçaient pas l'es-

perance qu'une attitude simple et vraie, délivrée des tares de la mauvaise foi politique, rouvrirait soudain l'avenir ?

Et comment assumer la rancœur qui s'ensuivit, quand le farceur piégé par les contradictions de ses supporteurs, se demanda ce que pouvaient bien vouloir ensemble autour de lui tant de poujadistes, d'anarchistes de *Charlie Hebdo*, de bobos de *Libé* et d'intellectuels à la Bourdieu et Guattari ? Allait-il continuer à tourner l'électeur en bourrique et l'élection en dérision ? Dans le film, une veuve noire tragique fait passer un frisson quand elle l'interpelle : non, il n'y avait vraiment plus de quoi rire.

Dès lors tout se détraque. Pour expier ses orgies de riches à faire vomir, sa sale habitude des lignes de cocaïne, sa brouille avec les potes, le départ de Véronique sa femme avec les enfants... c'est la défonce jusqu'à la nausée, avec l'obsession que le monde politique, le vrai, le professionnel, le guette et l'at-

tend au tournant comme le laissent voir les sirupeuses visites d'Attali au nom du candidat de la Gauche... Son renoncement final le laisse brisé, anxieux de réparer un peu la déception des plus pauvres, d'où les restos.

Mais ce n'est pas le film. Le film amplifie la seule séquence que nous-mêmes à l'époque observions avec écoeurément : cette montée du crédit dans l'attente populaire de ce gamin bouffi aux faux airs de Robin des Bois, livré au bon plaisir des ambitieux crétins du showbiz et des médias, sur des plateaux TV où deux impertinences graveleuses et un nez rouge peuvent renvoyer aux pelotes le programme de survie de la nation.

C'était déjà le cas chez les élus locaux qui, invités à signer pour un homme politique (pourquoi pas royaliste ?), répondaient qu'il y avait assez de fumistes en compétition et qu'ils réservaient leur crédit pour les vrais candidats. La machinerie démocratique en

pleine confusion décrétait la mort du pluralisme. Puisqu'il suffisait qu'un clown se pointe pour séduire 16 % des électeurs, le critère salvateur serait dorénavant la carrure politico-financière du candidat ; les *petits* fileraient entre les mailles, aux pertes et profits de la liberté d'expression.

La farce de Coluche aura bien appauvri le débat citoyen, mais nous aura éclairés sur l'avenir. Sa candeur tendait un miroir aux politiciens qui se flattaient encore à l'époque d'incarner une certaine image de correction dans le comportement, de distinction dans l'expression, de culture dans le bagage intellectuel. Et c'était un puissant ressort comique que la confrontation du Gus éructant face aux clowns blancs de notre stratosphère institutionnelle.

Mais si Coluche revenait aujourd'hui, on ne saurait plus qui brocarde et qui gouverne. La dernière campagne a instauré le style présidentiel le plus ajusté aux formes comme au fond de la typologie coluchienne : verbe relâché, outrances, mensonges et provocations, grotesque des attitudes physiques et des prétentions, mauvais goût érigé critère, insulte en méthode de travail... Le clown est dépassé par le bourgeois encanaillé qui vous étale ses profits sous le nez et crache son inculture pour ressembler - croit-il - au populo. De Coluche à Bigard, le repoussoir est devenu l'exemplaire du gouvernant.

Luc de GOUSTINE

« Coluche, l'histoire d'un mec » film réalisé par Antoine de Caunes avec François-Xavier Demaison dans le rôle-titre

royaliste 
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE : BERNARD HENRIOT

SOMMAIRE : p.2 : Triomphe du bouffon - p.3 : Quand tombent les Bourses - Retour - p.4 : L'imposture des retraites par capitalisation - p.5 : La guerre d'Iran n'aura pas lieu - p.6/7 : Bonaparte et le 18 Brumaire - p.8 : L'épreuve de vérité - p.9 : Devant l'échec libéral - p.10 : Cambodge - La loi des collèges - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Nous voulons la cohérence.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Quand tombent les Bourses

Dans les rubriques financières, l'explication des mouvements boursiers est habituellement débile.

En période de crise, on atteint les sommets de l'absurde. Et pourtant, la folie des marchés n'est pas sans logique.

Les Bourses, c'est la vie ! Une vie riche en aventures époustouflantes contées par les médias. Les Bourses tombent. Elles sont en chute libre. Puis c'est le rebond, avant la panique. Comme un individu, elles sont douées d'émotions contrastées : elles dépriment, elles se reprennent, demeurent fébriles, empoignent des gains, enregistrent des pertes, frôlent la barre des 4 000 points ou en décrochent. Ces temps derniers, elles parvenaient même à des exploits qui frôlaient le miraculeux : tétanisées par la récession économique, elles parvenaient à faire du yo-yo et même des montagnes russes !

Ces images fortes contrastent avec l'indigence des commentaires. On nous bourre le mou ! Exemples : les chroniqueurs boursiers, qui tiennent tous le même discours, expliquaient fin octobre que les marchés financiers cédaient à la panique à cause des craintes de récession. Comme si la menace venait de leur être révélée ! Pourtant, la presse financière du 2 avril 2008 faisait écho à l'analyse du *Fonds monétaire international* qui constatait le ralentissement de l'économie mondiale et annonçait une récession aux États-Unis... Les Bourses ont la mémoire courte !

Par ailleurs, comment croire que les rebonds soient dus à l'annonce de plans de

sauvetage, en France ou aux États-Unis, alors que les Bourses pètent les plombs, si je puis dire, au moment où les mesures gouvernementales commencent à entrer en application ? Et peut-on sérieusement expliquer que les Bourses dévissent à cause de prévisions pessimistes alors que la crise du crédit s'atténue comme le montre l'évolution des taux interbancaires - que la grande presse ne veut pas prendre pour référence parce que leurs mouvements ne sont pas assez spectaculaires ? En choisissant le théâtral, comme l'a reconnu un journaliste invité par Daniel Schneidermann (1), les médias nous trompent et se trompent.

Ils trompent les citoyens car la menace principale tient à la contraction du crédit, qui concerne tous les ménages. Or les médias privilégient ce qui intéresse trois catégories groupusculaires : les propriétaires des entreprises de presse, les chroniqueurs boursiers qui ne sont pas nécessairement désintéressés et les représentants des sociétés boursières qui incitent les téléspectateurs à acheter lorsqu'il y a du sang dans les rues selon la formule consacrée à Wall Street - alors que ces fins stratèges ne peuvent les assurer que la crise boursière sera de courte durée.

Ils se trompent en raison d'une consternante déficience théorique. Ils prennent les marchés pour des juges rationnels et s'indignent quand ils

font preuve d'irrationalité. Or les fameux marchés sont animés par des spéculateurs (et non des investisseurs) qui sont étrangers à tout raisonnement économique. Leur logique, c'est celle des parieurs : pas ceux des champs de course, qui jouent sur les chevaux qui sont à leur avis les plus rapides, mais ceux du concours de beauté : ceux-là ne choisissent celle qui est à leur avis la plus belle ; ils tentent de deviner sur quelle jolie fille se portera le vote majoritaire et choisissent la petite brune même s'ils préfèrent la grande blonde.

De même, la spéculation boursière s'inscrit dans une logique mimétique : on achète quand les autres achètent, on anticipe sur une information (plan de relance, baisse des taux) en pariant que tous les autres spéculateurs vont la tenir pour capitale ; on vend même si l'on a raison de penser que le marché a tort de céder à la panique parce que si l'on reste raisonnable on perd tout son argent !

En somme, les marchés spéculatifs contiennent la panique (2) aux deux sens du verbe : tantôt ils la dominent, tantôt ils s'y abandonnent mais elle est toujours présente et menaçante.

Sylvie FERNOY

(1) cf. son site : <http://www.arretsurimages.net/contenu.php?id=1297>

(2) Pour une analyse complète du phénomène, cf. l'excellent petit livre de Jean-Pierre Dupuy - « La panique », 1991, réédition en 2003, Les Empêcheurs de penser en rond, prix franco : 16 €. Voir *Royaliste* n° 557.

 Achat immédiat

Retour

Vous vous souvenez ? Croyant calmer les partisans du **Non**, furieux de retrouver dans le traité de Lisbonne l'essentiel du prétendu traité constitutionnel, les eurocrates avaient ôté du nouveau texte les symboles de l'Union européenne - ou plus exactement la signalétique pauvrete censée se superposer aux fortes symboliques nationales. Plus de référence au drapeau, à l'hymne, à la devise de l'Union !

En pleine crise économique et financière, comme s'ils n'avaient rien de mieux à faire, 503 députés au Parlement européen ont décidé le 9 octobre que le drapeau bleu sera placé dans toutes les réunions, que l'hymne (une mouture de l'*Ode à la Joie*) sera joué lors des sessions solennelles et que la devise (*Unis dans la diversité*) sera inscrite sur tous les documents officiels de l'Assemblée de Strasbourg.

Que les élus du Modem votent pour cette opération en lousdé, c'est normal : leur tradition est celle du fédéralisme européen. Que les députés de l'UMP acceptent ce filoutage, c'est compréhensible : ils ont pour maître un expert en la matière. Que les élus socialistes participent à la manœuvre souligne une fois de plus leur adhésion aux principes, aux rites et aux méthodes de l'oligarchie.

Les députés européistes souhaitent même l'organisation d'une journée de l'Europe le 9 mai, en souvenir d'un discours de Robert Schumann. Couple parfaitement uni, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel pourraient ouvrir le bal...

Annette DELRANCK

L'imposture des retraites par capitalisation

Nos libéraux grands partisans des fonds de pension à la française seraient-ils devenus timides à force de discrétion ? Nous leur rendons la parole, injustement confisquée par l'actualité des marchés financiers.

Royaliste combat depuis plusieurs années, avec constance, le capitalisme boursier paradis proclamé de nos retraites futures. La montée des cours de Bourse qui semblait structurelle, bien que remise en cause lors des crises de 1987 et de 2002, servait de support rationnel aux libéraux : le meilleur placement dans la durée est, nous disent-ils, celui dans les actions, validant le principe qu'en dehors de la Bourse, rien ne tient. Le combat pour privatiser nos régimes de retraite, nous le savons, se poursuivait.

Le sénateur UMP, libéral, Philippe Marini, rapporteur général de la Commission des Finances, qui fut candidat à la présidence du Sénat, est ainsi l'un des ardents promoteurs des retraites par capitalisation par l'aménagement fiscal des plans d'épargne retraite PERCO et autres PERP (1).

La crise des *subprimes* initiatrice d'une crise financière dont nous ne mesurons pas encore toute l'importance a ruiné le mantra libéral des *peupliers qui montent jusqu'au ciel*. Pire, encore, cette crise révèle la misère du schéma de société véhiculé par le libéralisme sur le thème de nos retraites.

Pour reprendre le bon mot de Keynes, « à long terme nous sommes tous morts ». Enron, MCI, Lehman Brothers (2) également étaient condamnés à mourir. Ces entreprises sont mortes à court terme en ruinant les fonds de pension de leurs cotisants-travailleurs.

À long terme, l'État, la Nation, peuvent mourir. Mais la probabilité de la mort d'une

nation avant le terme de l'espérance de vie d'un citoyen est peu probable.

Au fond, trois systèmes sont envisageables pour la retraite :

1) Le système éprouvé de la natalité : c'est celui que la France a connu jusqu'à une très récente époque. Les parents étaient assurés qu'au moins un de leurs enfants, par exemple en reprenant la ferme, ne les abandonnerait pas. Ce système prévaut dans les pays en voie de développement comme la Chine et l'Inde.

2) Le régime public de la retraite par répartition. Qu'il soit nécessaire de l'adapter en tenant compte du rallongement de la durée de vie est une évidence. Mais faut-il pour autant l'abandonner au seul bénéfice des fonctionnaires comme en Angleterre, pour imposer aux autres celui des retraites par capitalisation ?

3) La rente. Être rentier ne nourrit-il pas nos fantasmes quotidiens ? Quel bonheur si j'étais de profession *propriétaire* comme se déclaraient certains privilégiés au début du XX^e siècle. Disposer d'un capital qui produit des revenus permettant de vivre dans le confort sans aliéner la propriété est encore le lot de familles riches.

Le libéralisme nous promet ce paradis de rentiers. Par quels subterfuges entend-il nous séduire ?

Le constat des libéraux est que l'État étant condamné à la faillite ne pourra donc payer les retraites. En outre, la propagande libérale prétend que l'État gère mal. Il a en effet des visées de très long terme qui dépassent de loin les prises de position au jour le jour des

traders. Seule une prise en charge par des organismes financiers privés, connaisseurs et gourous des marchés boursiers, permettrait aux populations actives de s'assurer d'un niveau de retraite contractuellement défini. L'employeur, l'employé cotisent dans des fonds de pension qu'ils soient captifs de l'entreprise, investis dans les actions de celle-ci (cf. General Motors, Enron) ou bien dans des fonds d'investissement, en Bourse, dans des produits spéculatifs destinés à accroître la valeur des capitaux placés.

Les exigences de rentabilité, qui datent de l'ère Reagan-Thatcher, sont très élevées avec un minimum de 15 % de rendement des capitaux investis. Cela se traduit en Bourse par des distributions de dividendes et des rachats d'actions appauvrissant les entreprises et leurs salariés (3). Prises à grande échelle, ces exigences de rentabilité sont irréelles. En effet, le taux de croissance annuel moyen composé mondial du PIB de 1820 à 1998 s'est élevé à 2,1 % (4). Parvenir à un taux supérieur à 15 % a donc imposé l'externalisation des outils de production vers les pays à main d'œuvre moins chère, non regardants sur les normes environnementales et de santé de leurs populations. L'application systématisée d'une telle exigence de rente financière sur la durée a alors favorisé la destruction de notre tissu industriel, la hausse du nombre de chômeurs, l'accroissement de la dette publique (moins de recettes et plus de dépenses) et alimenté le déséquilibre de la

balance commerciale (substitution des productions détruites par les importations). Ces néfastes exigences prévalent toujours.

Pis encore, l'effondrement des fonds de pension qui perdent des milliards de dollars tous les mois (5), la précarisation des retraités contraignant des retraités à reprendre le chemin du travail (6), les manipulations de marché (où est la transparence tant réclamée quand les *hedge funds* élisent domicile dans les obscurs paradis fiscaux ?), sanctionnent l'échec économique d'un tel système.

Enfin, exiger de jouer au casino la retraite de ses citoyens est profondément antisocial.

L'État, complice dans la mise en œuvre fiscale d'un système de retraite par capitalisation, se trouve déjà, dans les pays anglo-saxons, sommé en dernier ressort de cautionner les faillites des fonds de pension. Cette idéologie de la personnification sur quelques individus des richesses par la paupérisation de la masse porte en elle-même les germes de la destruction de notre société. Condamner les retraités à vivre dans la précarité leurs dernières années de vie est le résultat logique du libéral système de retraite par capitalisation. Il convient de le combattre.

Jean LATOUR

(1) « Rapport d'information n° 308 sur l'épargne retraite » du 29 avril 2008.

(2) Cette banque, qui a fait faillite, était l'un des gestionnaires du Fonds de Réserve des Retraites lequel a perdu 14,5 % de sa valeur depuis le début de cette année.

(3) Jean-Luc Gréau - « *La trahison des économistes* », Gallimard, prix franco : 17 €.

 Achat immédiat

(4) Source « *L'économie mondiale : une perspective millénaire* », Angus Maddison (OCDE, 2001).

(5) Le Congressional Budget Office estime la perte des fonds de pension à 2 000 milliards de dollars sur les 15 derniers mois (« *the effect of recent turmoil in financial markets on retirement security* », 7 octobre 2008), soit 20 % par rapport à mi-2007.

(6) Sur Google « *retirees forced back to work* » : la liste est longue.

La guerre d'Iran n'aura pas lieu

Le pire n'a pas eu lieu. Bush finalement partira avant Ahmadinejad.

Sans doute nos avertissements répétés ont-ils été pris au sérieux. Nous sommes vraiment passés près de la catastrophe. Les récentes déclarations du ministre Kouchner en Israël montrent que le péril était toujours en la demeure. Mais d'autres raisons ont pesé dans la balance.

La chute de popularité de Bush ne l'aurait pas empêché de rééditer en Iran sa croisade contre Saddam Hussein. Pouvait-il quitter la Maison Blanche, comme il l'avait reproché à son père, *en laissant le travail inachevé* ? Était-ce un service à rendre à son – improbable – héritier, John McCain ? Mais un facteur plus décisif est intervenu : le rétablissement de la situation militaire en Irak. Les généraux de Bush, Petraeus en tête, l'ont convaincu de conforter d'abord leur avantage plutôt que risquer de tout perdre par une action contre Téhéran.

Toutefois, de ce fait, Washington ne fragilisait-il pas la position d'Israël ? L'essentiel du débat s'est concentré entre la Maison Blanche et Jérusalem, contraint par la ferme résolution anti-iranienne de la communauté juive américaine. Or jusqu'à présent personne n'a emporté la décision. L'instabilité politique intérieure d'Israël y est pour beaucoup : démission du Premier ministre Ehud Olmert, absence de claire majorité pour son successeur désigné, Tzipi Livni, qui n'a toujours pas réussi à constituer une coalition gouvernementale. Il faudra sans doute attendre les élections municipales du 11 novembre. Celles-ci de-

vraient révéler la force de l'ancien Premier ministre Bibi Netanyahu. De nouvelles élections pourraient être convoquées début 2009 qu'il pourrait remporter. Or la droite israélienne est rien moins qu'enthousiaste à l'idée qu'Obama s'installe dans le bureau ovale. Des tensions sont à prévoir. Israël pourrait, dans ces conditions, provoquer sa nouvelle administration, agir de manière autonome et la contraindre à suivre *nolens volens*. En tout état de cause, le moment de vérité ne devrait pas intervenir avant l'an prochain.

Pour le moment, l'Iran retient son souffle. Ahmadinejad s'en ira à son tour. Il semble que le message soit passé qu'il ne serait pas reconduit à l'expiration de son mandat. Ce qui ne signifie pas que la question nucléaire soit écartée, car elle jouit d'un indéniable consensus national. Mais la dramatisation ne serait plus d'actualité. Un autre grand jeu se dessine sous l'apparente réserve : Moscou pousse ses pions. D'ores et déjà la Russie a entrepris de défendre ses investissements nucléaires en Iran en installant des batteries de défense anti-aérienne. Par compensation, elle a accepté de ne pas en faire de même en Syrie.

Ce clin d'œil à Jérusalem avait été bien compris des négociateurs qui s'efforcent de traiter avec Damas plutôt qu'avec l'Autorité palestinienne. L'une des ambitions de Poutine est certainement de se réintroduire comme un acteur à part entière au Moyen-Orient. Israël réalise qu'il a pris du retard dans ses rela-

tions avec Moscou. Ainsi ses dirigeants – entre deux chaises – n'avaient-ils pas anticipé ni analysé l'action en Géorgie qui, après tout, ne se situe pas si loin de ses frontières. La mer Noire n'était pas sur ses écrans radar alors qu'elle est incluse sans conteste dans son espace géopolitique. On connaît les relations privilégiées entre Israël et la Turquie.

Obama devrait vouloir relancer le processus de paix israélo-palestinien. Tout le monde l'avait bien oublié à l'ombre des bruits de botte du grand Moyen-Orient. Le nucléaire iranien avait presque réussi à le détrôner. La présidence Obama devrait remettre les priorités à l'endroit. L'écart avec un Israël ancré à droite n'en sera que plus grand. La contribution de la Russie comme de grands pays émergents sera alors recherchée par la nouvelle administration américaine dans un esprit de concert international. L'Europe aura également avantage à s'y associer.

Un succès dans le processus de paix serait une condition préalable avant de pouvoir s'attaquer en position de force au défi iranien. Israël devrait se convaincre qu'il est exclu de faire évoluer la position iranienne et celle d'une large majorité de la communauté internationale sans avoir mis un terme acceptable au problème palestinien. Raisonner autrement fait peser le plus grave soupçon sur une action qui ne pourrait être que de diversion à l'encontre de l'Iran, tout nucléaire qu'il soit potentiellement.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **CAMBODGE** – Présent au XII^e Sommet de la francophonie qui s'est tenu à Québec, le roi Norodom Sihamoni a tenu à rappeler « *le profond attachement que le Cambodge n'a cessé de manifester envers la Francophonie, mouvement né de la volonté de ses pères fondateurs, le président Léopold Senghor, le président Habib Bourguiba, le président Hamani Diori et mon père Sa Majesté Norodom Sihanouk* ». Après avoir énuméré les très nombreux domaines dans lesquels la langue française tenait une place prépondérante au Cambodge (l'École Royale d'Administration, l'Université de Droit et des Sciences Économiques, l'Institut de Technologie, l'Université des Sciences de la Santé) le roi a déclaré : « *Le français reste la langue de la démocratie et de l'État de droit, de la prévention et de la résolution des conflits, de la promotion et de la diffusion des droits de l'Homme* ! ».

♦ **BHOUTAN** – C'est le 6 novembre que sera couronné Jigme Khesar Namgyel Wangchuck, cinquième roi du Bhoutan, âgé de 27 ans, monté sur le trône fin 2006 après l'abdication de son père. Le jeune roi vient de ratifier la première Constitution du royaume qui a mis fin à la monarchie absolue et instauré une démocratie parlementaire avec comme chef d'État le souverain. Le royaume a fêté l'année dernière ses 100 ans d'existence puisque c'est en 1907 qu'a été instaurée la monarchie avec la désignation comme roi de Ugyen Wangchuck, gouverneur de la province de Tongsa, à la demande des représentants du pouvoir civil et du clergé.

♦ **THAÏLANDE** – Faisant mentir ceux qui le donnaient quasiment pour mort le roi Bhumibol a participé aux cérémonies d'hommage à sa sœur aînée la princesse Galyani Vadhana, récemment décédée. Il est vrai que le roi, âgé de 80 ans, très affecté par ce deuil et de santé précaire ne fait pratiquement plus d'apparitions publiques. Ceci à un moment où le pays est de nouveau confronté à une crise politique grave puisque, depuis plusieurs mois, les opposants à l'actuelle majorité parlementaire regroupés au sein d'une coalition, l'Alliance du peuple pour la démocratie (PAD), occupent le siège du gouvernement et ont provoqué la démission du Premier ministre Samak Sundaravej, convaincu de corruption. La reine Sirikit s'est récemment manifestée d'une façon spectaculaire en assistant aux obsèques d'une manifestante du PAD tuée par la police.

♦ **ESPAGNE** – À l'occasion de ses 70 ans une nouvelle biographie de la reine Sophie a été publiée par Pilar Urbano. L'écrivain raconte qu'il a abordé la question d'une éventuelle abdication du roi Juan Carlos en faveur du prince héritier Felipe et que la reine a été très catégorique sur ce thème : « *le roi n'abdiquera jamais, cela n'a jamais été dans nos intentions* » ajoutant : « *Cela se terminera avec la mort, l'important est qu'à sa mort on puisse dire : le roi est mort, vive le roi !* ».

Bonaparte et le 18 Brumaire

Le coup d'État de Bonaparte, le 18 Brumaire, ouvre une période nouvelle de l'Histoire de France. Ce sujet maintes fois abordé, l'est aujourd'hui par Patrice Gueniffey qui dans son dernier ouvrage apporte sa vision de l'événement, de son contexte, de ses causes et de ses conséquences. Comme toujours dans ses livres, Patrice Gueniffey tire tous les fils de l'histoire et apporte un point de vue toujours exact, précis et original.

■ Royaliste : Quelle place pour le 18 Brumaire dans la Révolution française ?

Patrice Gueniffey : Pour mesurer l'importance historique de l'événement, il faut poser l'hypothèse de départ que le 18 Brumaire est le produit de l'échec politique de la Révolution française. Toutes les formes connues d'institutions ont été essayées, monarchie constitutionnelle en 1791, république mâtinée de démocratie de 1792 à 1793, démocratie représentative à l'américaine en 1795. Toutes ces expériences furent des échecs.

Il faut prendre la mesure de la profondeur de la crise déclenchée par la Révolution pour montrer l'importance historique du 18 Brumaire.

■ Royaliste : Quelle est votre lecture du déroulement de la Révolution ?

Patrice Gueniffey : 1789 est la date symbolique du début de la Révolution mais elle est fautive ; le mouvement commence plus tôt, en 1788, voire fin 1787 avec une multiplication soudaine du nombre des émeutes, qui se propagent dans tout le royaume à une vitesse

étonnante. La société française craque de partout, elle se défait, phénomène aujourd'hui encore énigmatique dont la convocation des États généraux n'est pas la cause, mais, déjà, l'une de ses conséquences. La France entre alors dans un processus révolutionnaire incontrôlable, où se mêlent crise de légitimité, passions, intérêts, et qui provoque non seulement une crise politique, mais une guerre civile.

On peut dire qu'après le 9 Thermidor la dynamique révolutionnaire est enrayée : la chute de Robespierre marque une première fin de la Révolution. Personne ne peut succéder à *l'Incorruptible*, reprendre son rôle, et d'ailleurs personne ne le veut. Pourtant, l'histoire des cinq années qui vont suivre, celles du Directoire, sera l'histoire d'une interminable agonie. Dans cette période qui vaut pourtant mieux que sa réputation, *l'idéologie* est morte ; plus personne ne croit aux principes, seuls les intérêts nés de la Révolution restent : égalité civile et biens nationaux. Mais l'oligarchie révolutionnaire, régicide, reste en place. Compromise par son

passé terroriste, elle compromet à son tour l'enracinement d'un régime républicain pourtant impossible sans elle (faute de relève politique).

Une large part de l'opinion souhaite une restauration comme le démontrent les résultats des élections législatives, notamment en 1797. Pour autant, ces mêmes électeurs ne souhaitent pas une remise en cause de la Révolution, devenue patrimoine commun. Si la cause royaliste est alors si faible, c'est aussi parce que Louis XVIII est encore à cette époque partisan d'une contre-révolution.

Royauté et démocratie moderne. Deux solutions impossibles à marier tant en 1791 qu'en 1799. Le 18 fructidor, coup d'état antiparlementaire le démontre pleinement. Le compromis historique entre monarchie et liberté, qui a permis à la plupart des pays d'Europe de se moderniser, n'a pu réussir en France.

■ Royaliste : Pourquoi Bonaparte ?

Patrice Gueniffey : La France ne manque pas de généraux de

talent qui ont aussi des ambitions politiques, comme Moreau ou Marceau. Pourquoi Bonaparte ? Il n'est pas seulement le produit de son talent, de son habilité et de son machiavélisme ; il répond aussi à une sorte de fatalité de la Révolution.

Interrogeons la figure du héros. Le XVIII^e siècle a eu une conception ambivalente du héros, préférant au grand homme de l'âge classique, roi ou conquérant, le citoyen utile, législateur, philosophe, inventeur, bienfaiteur de l'humanité ou même simple citoyen remplissant scrupuleusement ses devoirs.

La Révolution est d'abord de ce côté. Elle n'a qu'un seul héros, le Peuple. Toutefois, le problème de la Révolution française, et c'est de cela que va naître Napoléon, c'est qu'elle est elle-même héroïque, puisque faire la révolution consiste à se dresser contre l'ordre établi, à l'attaquer et éventuellement à sacrifier sa vie à cet objectif. La Révolution, d'ailleurs, n'a cessé d'engendrer des figures de héros à l'ancienne, de Marat à Robespierre.

■ Royaliste : Est-ce suffisant pour mener à l'évidence Bonaparte ?

Patrice Gueniffey : Il y a un autre fil. Si l'on veut comprendre, il faut tenir compte de l'imprégnation monarchique de cette fin du XVIII^e siècle. Les révolutionnaires ont guillotiné le roi mais ça ne suffit pas pour renoncer à une représentation monarchi-

que du pouvoir si ancienne, si ancrée dans les esprits : Robespierre a été les deux à la fois, héros et roi de la Révolution.

Avec Thermidor l'héroïsme politique, compromis par les crimes de la Terreur, s'effondre et laisse la place à l'héroïsme militaire. Bonaparte avec ses victoires occupe la place restée vacante depuis l'exécution de Robespierre. On en revient à l'héroïsme classique, celui de Turenne et des généraux du passé. Il est à la fois héros révolutionnaire et post-révolutionnaire. Révolutionnaire par sa jeunesse, dans une Révolution qui avait voulu croire à la jeunesse éternelle mais qui a prématurément vieilli, comme par son énergie et le volontarisme de sa politique. Il exerce aussi sur ses contemporains une fascination de type existentiel : il est l'homme sans ancêtres, sans passé, sans enracinement, celui qui s'est inventé et fait lui-même. « *J'ai la conviction que mon sort ne résistera jamais à ma volonté* » disait-il. En cela, Bonaparte est aussi une figure de l'individu moderne.

Héros post-révolutionnaire : c'est un militaire, facteur décisif. Sa légitimité, il l'a acquise sur les champs de batailles extérieurs. Il ne fâche personne et la guerre qu'il fait renoue les fils de l'Histoire de France. Il n'est pas l'homme d'une faction mais celui de la grandeur nationale. Il apparaît comme l'homme qui incarne les deux France et est seul en mesure de les réconcilier.

■ Royaliste : Comment a-t-il réussi son coup d'État sans faire ni victimes ni pros crits ?

Patrice Gueniffey : Bonaparte a la volonté de faire de ce coup d'État le dernier. D'où le point principal du plan : son étalement sur deux jours afin de garantir le respect de formes aussi légales que possible. Le premier jour, il fait voter la translation des assemblées à Saint-Cloud, ces mêmes assemblées votant le lendemain le sabordement du régime et l'instauration du nouveau.

Le transfert avait également l'avantage de diminuer le risque de résistance d'un peuple parisien en fait désarmé depuis longtemps. L'inconvénient, c'est que ce délai offrait la possibilité aux oppo-

sants de se concerter et d'organiser une riposte. Bonaparte a négocié avec tout le monde mais n'est pas parvenu à s'entendre avec les jacobins qui redoutaient la proscription. La résistance a cessé dès qu'ils ont compris qu'ils n'avaient rien à craindre.

Premier jour sans problème mais second jour houleux. Bonaparte est entré dans l'enceinte des Cinq-Cents, trouvant que les choses traînaient et qu'il fallait les brusquer. Au Conseil des Anciens, la majorité lui était acquise mais aux Cinq-Cents il est bousculé, frappé, insulté, menacé d'être mis hors la loi. Il n'a dû son salut qu'aux grenadiers qui l'entouraient et l'ont extirpé avant que son frère Lucien, qui préside l'assemblée, ne fit appel à la troupe pour évacuer l'enceinte.

■ Royaliste : Cette explication classique vous semble-t-elle être la bonne ?

Patrice Gueniffey : Bonaparte avait horreur de la foule et était accoutumé à parler à des militaires qui ne contestent pas quand le chef parle. D'où sa défaillance le 18 Brumaire. Mais il a sciemment cherché l'incident, pour prendre le pas sur Sieyès et assurer sa prépondérance. Il fallait pour cela que l'affaire se fit avec un peu d'emploi de la force. L'armée devenait ainsi incontournable dans le règlement de la crise. La comédie était jouée.

La Révolution s'était ouverte sur la procession des États généraux de 1789, solennelle avec ces trois ordres défilant en costumes d'apparat sous les yeux du Roi pour aller prendre leurs places dans la salle des séances à Versailles, scène grandiose qui contraste avec le grotesque de la fuite des députés par les fenêtres de l'orangerie de Saint-Cloud en 1799. C'est la petite fin de ce grand événement qu'a été la Révolution française.

■ Royaliste : Quelle est la nature du régime institué après brumaire ?

Patrice Gueniffey : Il y a une Constitution qui, en principe, établit un régime fondé sur le principe de la séparation des pouvoirs et qui limite l'autorité de chacun de ses organes. Sieyès aurait même voulu que le Sénat fût le pouvoir le plus important du nouveau régime,



■ Extrait du tableau "18 brumaire" peint en 1840 par François Bouchot (1800-1842)

mais Bonaparte est intervenu pour concentrer l'essentiel de l'autorité entre les mains du premier consul, assisté, il est vrai, par deux autres consuls mais dont le rôle était en fait de n'en avoir aucun.

Pourtant, on peut dire du régime qu'il est à la fois constitutionnel, démocratique et républicain puisque Bonaparte détient son pouvoir du consentement des Français, via les plébiscites, et qu'il reste d'une certaine façon responsable devant le Sénat qui, finalement, le déposera en 1814. Napoléon ne s'est écroulé que parce que le consentement populaire lui a été retiré à compter de 1813. C'est, au fond, un régime fondé sur le charisme de son chef. Conscient de cela Napoléon disait : « *Je suis condamné à éblouir toujours.* »

Enfin, en 1804, il rétablit le principe monarchique et se fait sacrer. Thiers écrivait que c'était là une double faute, heurtant l'attachement des Français à la Révolution sans rien y gagner puisque le plus petit potentat allemand le considérerait toujours comme un parvenu et un usurpateur, tout gendre des Habsbourg qu'il fut devenu.

■ Royaliste : Qu'a laissé Bonaparte à l'histoire politique française ?

Patrice Gueniffey : Il y a quelque chose de définitivement accidentel dans ce régime. C'est

le produit d'une heure exceptionnelle dans l'Histoire de France, la Révolution. Il ne pouvait acquérir la faculté de durer, d'abord au-delà des circonstances qui avait motivé son établissement et ensuite au-delà de la mort de son fondateur.

Ce n'est pas un système politique mais il y a toutefois quelque chose que Napoléon a légué, une figure du pouvoir et du pouvoir exécutif en particulier, celle qui finira par s'imposer, mais en 1958 seulement. L'idée d'un pouvoir qui soit à la fois démocratique, républicain et incarné, au contraire du courant révolutionnaire pour qui la démocratie impose nécessairement l'établissement d'un pouvoir le plus anonyme possible, type IV^e République. C'est le principal legs politique de Napoléon, avec l'idée d'un pouvoir reposant sur une forte légitimité personnelle, supérieur aux partis et capable pour cette raison de transcender les divisions françaises et, comme disait Raymond Aron, capable de réconcilier les Français en étant à la fois de droite et de gauche.

Propos recueillis par
Pascal Beaucher

Patrice Gueniffey
« Le Dix-huit Brumaire,
l'épilogue de la
Révolution française »

prix franco : 24 €

Achat immédiat

L'épreuve de vérité

Pour comprendre ce qui nous est arrivé en 2007, il fallait le regard anthropologique de celui qui écrivit *Le Pouvoir sur scènes*. Mais voici que la crise financière achève de dissiper les spectaculaires fictions de l'élection présidentielle...

Dans le tout récent livre de Georges Balandier (1), il est beaucoup question du temps, des âges et des époques, du rythme et de l'action. Il éclaire de différentes manières la campagne présidentielle et les mois qui suivirent. Achievé en avril 2008, sorti des presses en août, il est arrivé en librairie au moment où la crise financière prenait de l'intensité et rejetait à l'arrière-plan des phénomènes auxquels nous accordions une haute importance.

L'ouvrage serait-il *dépassé* ? Pas le moins du monde. Mais l'auteur écrivait pour des lecteurs qui, après les émotions de la campagne électorale, redécouvraient l'ordinaire des jours : atroce banalité des délocalisations, vulgarités et scandales au sein de l'oligarchie, oubli des belles promesses noyées dans une activité tourbillonnante... Georges Balandier nous aurait permis de mieux comprendre son déroulement mais nous en serions restés à nos désarrois si la crise du crédit n'était pas arrivée.

Lire en période de grandes turbulences ce qui a été écrit dans un calme relatif est un exercice passionnant : pour les oligarques de droite et de gauche, pour les prétendus experts médiatisés et les

communicants, c'est l'heure de vérité. Ils peuvent encore ruser et se mentir à eux-mêmes, mais ce nouveau moment de la *Grande Transformation* se fait sans eux et se fera contre eux. Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, qui préconisaient chacun à sa manière la *rupture*, se trouvent confrontés à une série d'effondrements dont ils n'ont pas senti l'imminence malgré tous les avertissements qui leur ont été donnés.

Or ces deux membres de l'oligarchie se ressemblent plus qu'ils ne s'opposent. L'auteur du magistral *Pouvoir sur scène* (2) montre que Ségolène et Nicolas réduisent la politique à une scénographie dramatisée par les plumes de l'ombre. Les symboles, la sacralité, les rites, les idées et les grands récits sont remplacés par de nouveaux *outils* - les médias, les sondages, Internet - et par la visibilité permanente d'un personnage qui se prend pour une vedette assoiffée de célébrité. Mais nous ne sommes plus à l'époque de Gérard Philippe, célèbre par sa « *densité* » d'homme, d'acteur et de militant : nous voyons défiler des « *célébrités légères* », fugitives et fragiles dans un temps qui ne l'est pas. Ce que la « *violence sacrée* » des terroristes islamistes nous rappelle chaque jour.

On relira non sans colère les mots qui ont fait rêver les uns au retour de la politique et les autres à la démocratie participative. Mais Nicolas Sarkozy, qui est partout et s'occupe de tout, met un an avant de réagir de manière désordonnée à la crise financière. Et Ségolène Royal lance sur les estrades des formules mystiques et des platitudes victimaires alors que l'immense peuple des victimes de l'ultra-libéralisme reste privé d'une opposition socialiste conquérante. Tous deux se sont mépris sur la temporalité politique : « *le temps de l'immédiat n'est pas celui des accomplissements politiques importants, réels, mais celui qui génère surtout des images d'accomplissement* ». Tous deux exploitent sur scène un imaginaire pauvre qui ressemble à celui de *second life* : « *Cette vie de l'imaginaire est une vie tout autre, elle en fait un imaginaire machiné, produit et reproduit en continu, éphémère plus qu'allié à la durée, et pour cette raison même poussé à l'intensité dans chacun de ses moments* ».

L'échec des deux oligarques résulte d'un même rejet du Politique dans toutes ses modalités. Échec pas encore reconnu ni sanctionné mais qui est déjà inscrit dans leur acceptation du nouvel ordre des réalités : Nicolas Sarkozy tente d'éviter la catastrophe

en utilisant les quelques moyens dont dispose encore l'État et en se posant en restaurateur de l'ordre dans un monde qu'il parcourait sans guère s'y intéresser ; Ségolène Royal, naguère complice de Lionel Jospin, champion des privatisations, et des apôtres de la « *concurrence libre et non faussée* » réclame des nationalisations. D'ailleurs, les internautes diffusent largement les textes et les déclarations filmées qui mettent en évidence les mensonges des deux anciens protagonistes. C'est que « *la société hautement technicisée, sur moderne, tend à devenir une société de surveillance réciproque* ».

Pris aux pièges de leurs anciennes et récentes impostures, Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal tentent de s'en sortir en proclamant leur volonté de réformer le capitalisme mais ils paraissent peu capables de détruire sa logique, si clairement soulignée et dénoncée par Georges Balandier : « *l'abondance de l'argent continuellement entretenue n'en dévalue pas le désir, elle déprécie sa signification en le dissociant de la rareté et du labeur qui le produit* ».

On l'a compris : le cas des protagonistes de 2007 n'est pas évoqué par radicalisme politique mais pour mieux saisir les manifestations et les représentations de la modernité qui continuent de progresser sur ses quatre « *continents* : le **vivant** issu des biotechnologies, le **numérique**, le **virtuel** et la **communication**. » Grâce à Georges Balandier, rien ne sera perdu de vue dans les « *nouveaux nouveaux mondes* ».

Maria DA SILVA

📖 (1) Georges Balandier - « *Fenêtres sur un nouvel âge, 2006-2007* », Fayard, 2008, prix franco : 20 €. Les mots et les phrases entre guillemets sont tous tirés de l'ouvrage. ➡ [Achat immédiat](#)

📖 (2) Georges Balandier - « *Le Pouvoir sur scènes* », (édition revue et augmentée), Fayard, 2006, prix franco : 18 €. ➡ [Achat immédiat](#)

Devant l'échec libéral

La crise financière et économique, qui secoue le monde, constitue une épreuve pour le libéralisme dont les fondements et la logique sont en cause. Pourtant, une doxa tenace maintient qu'au-delà du cataclysme ce même libéralisme renaîtra, parce qu'il n'a plus d'alternatives possibles, la société ne pouvant plus s'imaginer autrement et l'économie ne pouvant substituer un autre dispositif au marché. Il est vrai que posé en ces termes le problème est résolu d'avance. Les présupposés étant réputés irréfutables, il n'est pas possible de sortir du seul cadre qui s'identifie avec ce qu'il est convenu d'appeler la modernité. Hier, Péguy se moquait de ces socialistes qui « *encensent le même monde sous le nom de moderne et le flétrissent, le même, sous le nom de bourgeois et de capitaliste* ». La contradiction reste vraie pour une extrême gauche qui persiste à dénoncer le capitalisme tout en célébrant les conquêtes de la modernité. Mais la gauche, dans son ensemble, n'ose plus s'en prendre au système qu'elle stigmatisait hier comme celui de l'exploitation. Ainsi, droite libérale et gauche moderne se donnent-elles la main, n'ayant plus d'objets sérieux de désaccord et se retrouvant dans une parfaite orthodoxie économique, avec les mêmes postulats, les mêmes pratiques. Les réductions drastiques des dépenses publiques sont autant le fait de la droite de gouvernement que de la gauche des régions.

Les vrais opposants cohérents à la pensée unique sont rares, d'autant plus qu'il est extrêmement difficile de se débrouiller de ce que Jean-Claude Michéa dénonce de sa duplicité : « *Le rôle des facultés d'économie est d'abord de former des lecteurs de l'Expansion (donc du Point et de l'Express) ; celui des facultés de lettres et de sciences humaines de former des lecteurs de Libération (donc des Inrockuptibles et de Télérama).* Chaque secteur du monde universitaire a donc son orthodoxie précise et ses manières correspondantes de définir l'incorrection. » L'avantage de Michéa est de considérer les choses depuis un observatoire extérieur, qui n'est nullement celui de Sirius, et qui se définit par un désaccord fondamental sur les valeurs. Bien que se réclamant de façon privilégiée d'Orwell, *anarchiste Tory* (1) sur lequel il a écrit un essai remarquable, notre philosophe apparaît aussi très proche de Charles Péguy avec qui il a en commun les mêmes analyses des méfaits de l'exclusivité de l'étalon Argent.

On peut reconnaître aussi chez Jean-Claude Michéa la thématique du vieil anarchisme, à condition de comprendre que loin de consister en un individualisme sauvage et égoïste il renvoie au contraire à un sens exigeant des solidarités concrètes et des valeurs partagées. Le concept orwellien de *commune décence* illustre à lui seul ce qu'on pourrait appeler une civilisation des mœurs en alternative

radicale à la dissociété libérale. J'avoue me sentir très proche de cette philosophie sociale dont la caractéristique première est d'être fondamentalement antitotalitaire, mettant les vertus populaires au cœur du vivre-ensemble. Le peuple, objet trop souvent fantasmé d'une démocratie qui finit par craindre ce qu'elle est pourtant sensée représenter, redevient le véritable sujet historique concret. Et il ne peut l'être que si ses vertus sont reconnues.

Terrible Michéa ! Il n'a peur de rien. Il ose tout à la fois récuser les principes fondateurs de la philosophie politique, tels qu'ils émergent au XVI^e siècle. Et tout autant les figures phares des intellectuels branchés. Le pessimisme anthropologique de Hobbes qui est à l'origine de la conception de l'État moderne rejoint pour lui la fascination d'un Michel Foucault pour certains personnages incarnant le crime et la délinquance : « *Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère... Ce qui est sûr, c'est que l'usage répétitif de la structure de ce titre par les journalistes de Libération, (Moi, Jean Dupont, ayant etc.) montre à quel point ce livre de Foucault a marqué en profondeur l'inconscient libéral-libertaire. On peut également retrouver des traces évidentes de cette fascination moderne pour le côté noir de l'homme dans toutes les apologies libérales de l'ange rebelle ou du bad boy qui caractérisent traditionnellement l'imaginaire de la bourgeoisie bohème et de la culture jeune.* » Il faut rappeler que pour Michéa l'erreur initiale de la pensée politique est d'avoir décrété une neutralité axiologique qui écarte toute référence à un horizon moral. L'économie (le doux commerce de Montesquieu) et le droit sont désormais en charge de l'orientation du politique, ce qui entraîne de graves conséquences pour les communautés humaines qui ne peuvent se passer des orientations morales. C'est le pessimisme foncier des modernes qui détermine l'abandon des vertus politiques pour une gouvernance de type technique, dont les experts sont les agents naturels.

À l'inverse de cette noirceur complaisante, la *commune décence* constitue un pari non pas pour une conception idéaliste de l'homme en société, mais un acte de foi en faveur d'une confiance innée dans ce qu'il y a de meilleur chez lui et se trouve susceptible de nourrir la vie sociale. Comme Orwell et Péguy, Michéa est d'avis qu'il faut revitaliser moralement la société, en cessant de vouloir la faire reposer sur l'indifférence éthique, avec les conséquences qui s'ensuivent et dont nous observons aujourd'hui les effets. C'est vrai que la direction qu'il indique renvoie à un itinéraire de sortie radicale de l'*ethos* moderniste. On le taxera sans doute d'utopisme. Mais les dimensions actuelles du désastre dépassent la seule gestion économique. Elles nous imposent un examen total du sens des activités humaines, de notre rapport au monde, de notre relation avec les lois non écrites. Les vraies révolutionnaires, comme Ellul et Castoriadis, reprennent l'importance qu'ils n'auraient jamais du perdre. C'est l'échec libéral qui légitime l'entreprise refondatrice de Michéa.

📖 Jean-Claude Michéa - « *La double pensée - Retour sur la question libérale* », Champs essais, prix franco : 10,50 €.

[Achat immédiat](#)

📖 (1) Jean-Claude Michéa - « *Orwell, Anarchiste Tory* », Climats 1995, réédition 2008, prix franco : 18 €.

[Achat immédiat](#)

par Gérard Leclerc



Cambodge

Elections législatives de juillet dernier, premiers procès des chefs Khmers rouges : le Cambodge regarde en même temps son passé et son avenir.

D'où la nécessité d'un dossier sur un pays ami de la France et que les Français ne sauraient oublier. Les études que publie la revue *Conflits actuels* ont été rassemblées par Michel Chai, lui-même auteur de deux articles de référence : « *Le Cambodge de la fin du protectorat français aux Chambres extraordinaires de jugement des criminels Khmers rouges* » ; « *L'usage de la langue française dans la reconstruction d'une vieille nation khmère* ».

La question du génocide est solidement traitée par Christophe Réveillard et Arnaud Hurel ; les problèmes économiques et diplomatiques actuels sont exposés avec compétence, le fait de l'emprise vietnamienne sur le Cambodge est clairement exposé par Siphil Mey. Plusieurs articles présentent les principaux aspects de la culture du pays : « *Le bouddhisme khmer* » par Norin Chai, la littérature khmère par Khay Chuth, « *La condition féminine comme reflet de la société khmère* » par Daravichet Chai.

Toujours marqué par les années de terreur absolue, mais fort de sa civilisation, le Cambodge veut atteindre, par une croissance rapide, un niveau élevé de développement. Il importe que la France aide largement à la réalisation de ce projet.

Jacques BLANGY

📖 (1) « Cambodge, drames et reconstruction », *Conflits actuels*, Revue d'étude politique, 10^e année, n°20, 2007-2, Centre d'études et de diffusion universitaires. Prix franco : 20 €.

[Achat immédiat](#)

Oui on peut et on doit aller voir le film de Laurent Cantet. C'est un film sans histoire, ce que nos télécrates nomment un docu-fiction mais sans fiction et pas entièrement documentaire.

Presque un huis clos concernant un match de boxe entre un professeur de français et sa classe... Un drame qui se joue depuis que l'école est l'école et depuis qu'on oblige tous les gosses à apprendre des doctes matières alors qu'ils découvrent la vie. Ce n'est pas *L'Esquive* d'Abdellatif Kechiche et sa tendresse, non, *Derrière les murs* est un film violent, dur, à l'image de la grossièreté de notre République.

D'abord soyons simple, ce n'est pas la lointaine banlieue et son monde, ce n'est pas le petit collège des beaux quartiers (comme l'on dit). Non cela se place simplement à Paris comme cela pourrait se passer dans la majeure partie des collèges de France. C'est la rencontre entre un prof banal, dans le style copain-copain, cherchant son autorité face à des gamins de 12 ou 13 ans en mal de convictions. Oui nos temps rendent malade la jeunesse de la même manière qu'ils réduisent l'adulte à une accumulation de droits, de lois qui le contraignent à ne plus être un homme. Le match consiste à tenter d'apprendre la langue commune (le français) à une meute qui n'en a rien à foutre. Pas simple. L'autorité du prof est réduite à rien et dès qu'il a un problème, il s'enferme derrière les hauts murs de l'autorité. Et pourtant pendant 128 minutes on s'intéresse à la mêlée.

On peut remarquer très vite ce qui oppose les combattants et ce n'est pas seulement les couleurs des origines. L'immigration, depuis un bon siècle, remplit nos classes. L'instruction publique accueille les Italiens, les Espagnols, les Polonais les Yougoslaves, les Maghrébins, les Africains, etc., venus ici vivre et nous faire vivre depuis fort longtemps. La France est une nation majoritairement d'immigrés, n'en déplaise aux *identitaires*. Ce qui manque le plus aujourd'hui c'est la cohérence sociale. Voilà manifestement le vrai échec d'une République qui n'a plus que des slogans à opposer à la désintégration sociale. À long terme du film chacun se renvoie le mot *respect*, véritable lien et en même temps objet de tous les conflits. La tragédie naît de la dichotomie entre la loi des adultes et celles des gosses, entre l'honneur des adultes et celles des gosses. Naissance du drame !

Revenons au film de Laurent Cantet. Nos cinéastes d'aujourd'hui semblent avoir oublié qu'un film ce n'est pas seulement un beau cadre, (ce

que manifestement Pierre Milon sait faire), ni un montage efficace (ce que Robin Campillo sait faire) mais c'est aussi des acteurs qui s'emparent des personnages et les font vivre pour nous. Ici les acteurs n'en sont pas. Ni le professeur François Bégaudeau (1) (auteur du livre) ni le principal Jean-Paul Simonet, véritable principal du collège Dolto (XX^e arrondissement) où a été tourné le film. Ni les acteurs, ni les actrices. Alors, doit-on admirer le jeu des acteurs puisqu'ils jouent leur quotidien ? Et pourtant ce film est un bon docu-fiction de début de soirée pour une bonne télévision publique.

La dernière *Palme d'or* reçue par un Français date de 1987 et a été attribuée à Maurice Pialat pour *Sous le soleil de Satan*. *Entre les murs* peut-il supporter la comparaison... c'est une autre histoire !

François-Marin FLEUTOT

« *Entre les murs* », de Laurent Cantet, *Palme d'or*, Cannes, 2008. Budget : 2 480 000 €, durée : 128 minutes.

« *L'esquive* », d'Abdellatif Kechiche, *César*, 2005.

📖 (1) François Bégaudeau - « *Entre les murs* », Ed. Gallimard, Folio, prix franco : 8 €.

[Achat immédiat](#)



Aimé Richardt

La vérité sur l'affaire Galilée

Prix franco : 25 €

[Achat immédiat](#)

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR, se réunira à Paris le **dimanche 30 novembre** prochain.

Les membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

CONGRÈS 2009

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 7 et 8 mars 2009.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 7 mars). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**La crise alimentaire**" et, d'autre part, "**Participation et droit des salariés**".

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

RELIURES

ATTENTION - Cet article est en voie d'épuisement, et nous ne sommes pas sûrs de le renouveler.

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 15 € franco. 

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st>
(Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 5 novembre – Pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

● Mercredi 12 novembre - Jean-Luc Gréau a été directeur des études du CNPF devenu Medef. Dès 1978, il décrivait dans un ouvrage *Le capitalisme malade de sa finance* puis il s'interrogeait en 2005 sur *L'avenir du capitalisme* et c'est à cette occasion que nous avions engagé avec lui le débat.

En septembre dernier, au moment où la crise financière gagnait en intensité, Jean-Luc GRÉAU dénonçait dans un nouvel ouvrage « *La trahison des économistes* ». Les experts patentés se sont rendus à la vulgate ultra-libérale. Ils ont adhéré et propagé une théorie révolue de la concurrence internationale. Ils ont glorifié l'introuvable « gouvernance ». Ils ont justifié une spéculation suicidaire. Ils nous ont plongés dans une crise d'une violence inouïe, aux conséquences encore incalculables. Avec Jean-Luc Gréau, nous ferons le point sur la crise financière et nous réfléchirons sur les mesures qu'il propose : nouvel impératif protectionniste, réorientation du crédit, nouvelle organisation de l'Union européenne.

● Mercredi 19 novembre - Éditeur, essayiste, Jean-François COLOSIMO est professeur de philosophie et de patrologie à l'Institut Saint-Serge de Paris. Il nous avait présenté en 2006 l'ouvrage qu'il avait consacré à la religiosité aux États-Unis. Après *Dieu est américain* voici « *Dieu au pays de Dostoïevski* ». L'enquête théologique et politique menée par notre invité permet de préciser ce qui reste flou dans l'esprit de beaucoup : la tradition byzantine, la religion orthodoxe, sa relation avec le tsarisme, le débat entre slavophiles et occidentalistes, le rôle des nombreux courants mystiques qui ont marqué l'histoire de la Russie. Cette passion religieuse a été violemment combattue par les thèses nihilistes tandis que le terrorisme prenait une dimension inconnue en Europe de l'Ouest à la fin du XIX^e siècle. Le communisme est-il en rupture ou dans le prolongement de cette histoire ? Comment la Russie se retrouve-t-elle après l'effondrement de l'Union soviétique ? Qu'en est-il du pouvoir politique et de la spiritualité russes ? En quoi les œuvres conjointes de Dostoïevski et de Soljenitsyne peuvent-elles éclairer le siècle, pour les Russes et pour nous-mêmes ?

● Mercredi 26 novembre - Longtemps résumé par un slogan détaché d'une formule banale (« *Enrichissez-vous !* »), incarnation du bourgeois égoïste, tenu pour responsable de la chute de Louis-Philippe, « **Guizot le méconnu** » fait depuis une vingtaine d'années l'objet de lectures attentives pour ce qui concerne la philosophie politique.

Éditeur, critique, historien (on lui doit entre autres un

Quelques changements dans l'organisation des "Mercredis".

Afin d'améliorer la qualité de nos "Mercredis" deux modifications notables :

- 1/ La porte sera irrévocablement fermée à partir de 20h15 et nous n'accepterons plus personne ensuite.
- 2/ Les personnes désireuses de participer au repas sont priées de s'inscrire dès leur arrivée. Nous prendrons les inscriptions dans la limite des places disponibles.

excellent ouvrage consacré à l'avènement d'Hugues Capet), **Laurent THEIS** fait dans un ouvrage récent le portrait complet d'un homme aux fortes convictions et aux multiples talents. Éminente figure du protestantisme français, ce monarchiste libéral fut un très remarquable historien. En une époque riche en personnalités intelligentes et cultivées, François Guizot ne cessa de se tenir au premier rang, sur la scène française et européenne. Admiré dans de nombreux milieux, lu par des centaines de milliers de lecteurs, puis insulté et haï, François Guizot vécut ses engagements dans la fidélité à ses convictions. Il importe de s'interroger aujourd'hui sur l'intérêt de l'œuvre et sur les raisons de l'échec politique d'un personnage qui fut en plus d'un sens exemplaire.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Nous voulons la cohérence

Dans le tourbillon des événements, des déclarations et des commentaires, comment s'y retrouver ? A Paris, les médias célèbrent les idées et l'action décisive de Nicolas Sarkozy pour « mobiliser l'Europe » et réorganiser le monde. Partout en France, monte la colère des victimes immédiates de la crise économique et de tous ceux qui s'indignent des milliards qu'on trouve pour les banquiers dans les caisses d'un État déclaré « en faillite » par François Fillon. Incompréhension majeure, d'autant plus grave que le Parti socialiste, infidèle à sa vocation, ne donne pas d'expression politique à ce mouvement de révolte.

Nous approuvons, quant à nous, le principe du sauvetage du secteur bancaire : tous les citoyens et toute l'économie nationale auraient souffert d'un assèchement du crédit. Mieux : nous approuvons maints principes énoncés par Nicolas Sarkozy dans son discours d'Argonay le 23 octobre dernier. Il est vrai que cette crise « structurelle » remet en valeur le pouvoir politique et impose l'intervention décisive de l'État dans l'économie. Il est vrai que « l'idéologie de la dictature des marchés et de l'impuissance publique est morte avec la crise financière ». Et Nicolas Sarkozy a raison de dire qu'il faut fonder une nouvelle organisation monétaire et financière du monde, promouvoir l'entrepreneur contre le spéculateur dans une Europe à nouveau soucieuse de politique industrielle et commerciale, soutenir l'activité économique nationale, étendre la protection sociale.

Ces principes justifient tous ceux qui, comme nous, se sont

immédiatement opposés à l'ultra-libéralisme. Il est heureux que Nicolas Sarkozy reconnaisse de manière implicite qu'il s'est tragiquement trompé tout au long de sa vie politique et qu'il porte une lourde responsabilité dans les erreurs et les fautes qui ont été commises entre 1986 et 1988 et depuis la victoire de Jacques Chirac en 2002.

Ce passé sinistre pourra être oublié si l'adhésion à de sages principes politiques engendre la



« révolution » que nous espérons et formulons sous les moqueries et dont l'urgence est aujourd'hui officiellement proclamée.

Nous deviendrions volontiers sarkozistes s'il y avait cohérence entre les intentions proclamées et les décisions effectives. Tel n'est pas le cas.

Nicolas Sarkozy a proposé le 23 octobre un « gouvernement économique » assuré par un Eurogroupe que dirigeraient les chefs d'État et de gouvernement. Le « gouvernement économique » de l'Union européenne est une ânerie deloriste que nous avions naguère dénoncée. Elle est aggravée par de nouvelles idioties : l'Eurogroupe n'a pas d'existence légale et on ne voit

pas comment une structure « informelle et non décisionnelle » pourrait encadrer quoi que ce soit ; pour l'instituer, il faudrait réécrire plusieurs articles du traité de Lisbonne rejeté par l'Irlande et articuler l'Eurogroupe, le Conseil européen et la Commission – autrement dit implanter une nouvelle structure dans l'usine à gaz. Nicolas Sarkozy voudrait être le président de ce machin mais la chancelière allemande s'y opposera et la désignation de Jean-Claude Juncker, Premier ministre d'un paradis fiscal, serait un pur scandale. Conclusion : Nicolas Sarkozy sera révolutionnaire s'il prend acte de la faillite de la « gouvernance européenne » et s'il provoque une crise salutaire en vue de la fondation d'une confédération européenne.

Le financement des banques n'est pas moins incohérent : le circuit compliqué qui a été retenu permet de rassurer « le contribuable » (1) et surtout de s'en remettre au « marché » dès que la crise sera passée. De fait, l'intervention de l'État vantée par Nicolas Sarkozy ne sera efficace qu'à une première condition : la nationalisation du crédit.

Le soutien aux entreprises doit s'accompagner d'une protection douanière de l'Union européenne et, en France, d'une stimulation de la demande par augmentation massive des salaires. Nicolas Sarkozy sera révolutionnaire s'il privilégie les salariés au détriment des rentiers...

Ce serait là un programme minimum. Nous pouvons faire plus, et mieux...

Bertrand RENOUVIN

(1) Il faudrait cesser de fragmenter le citoyen, considéré tantôt comme un contribuable, tantôt comme un consommateur, tantôt comme un producteur. Nous sommes tout cela à la fois et nous sommes tous capables d'exprimer des préoccupations d'ordre général.